



Observatoire des politiques publiques :

Les Français et les fonctions publiques

Sondage Ifop pour Acteurs Publics

Contact Ifop :

Damien Philippot

Directeur des Etudes Politiques

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

01 45 84 14 44

damien.philippot@ifop.com

Octobre 2014

acteurspublics
www.acteurspublics.com

1 | La méthodologie



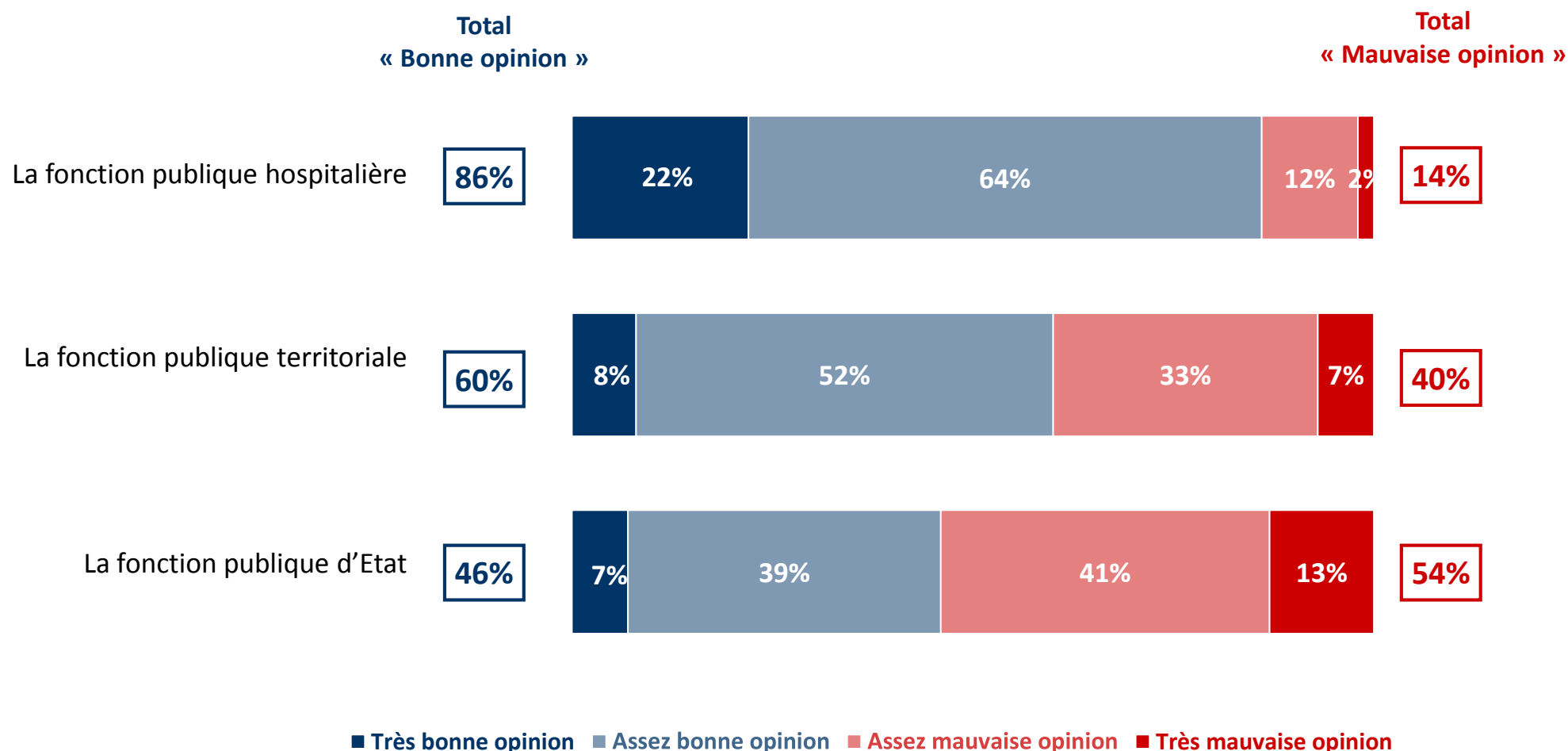
Etude réalisée par l'Ifop pour Acteurs Publics

Echantillon	Méthodologie	Mode de recueil
 L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 977 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.	 La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.	 Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 7 au 9 octobre 2014.

2 | Les résultats de l'étude

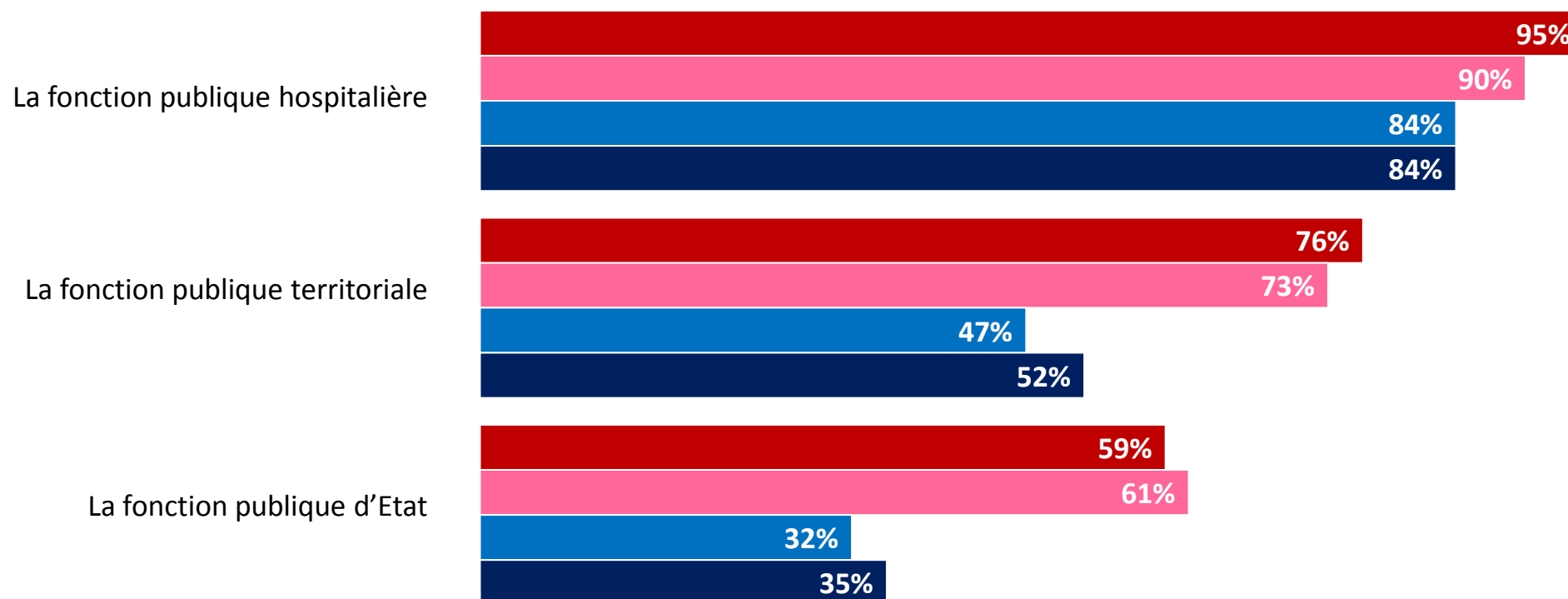


QUESTION : Vous savez que la fonction publique en France s'organise en trois fonctions publiques distinctes. Pour chacune d'elles, indiquez si vous en avez une très bonne, une assez bonne, une assez mauvaise ou une très mauvaise opinion ?



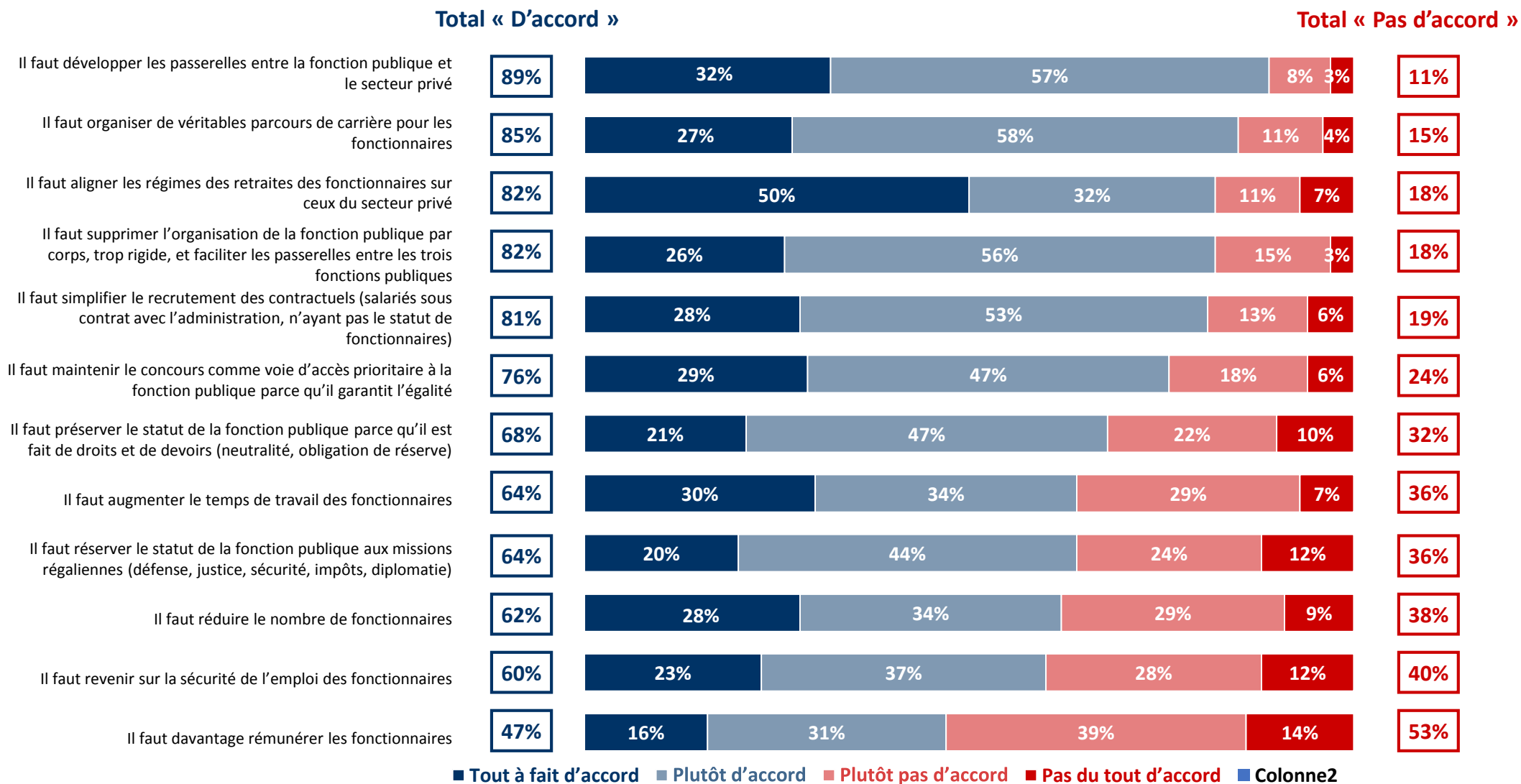
QUESTION : Vous savez que la fonction publique en France s'organise en trois fonctions publiques distinctes. Pour chacune d'elles, indiquez si vous en avez une très bonne, une assez bonne, une assez mauvaise ou une très mauvaise opinion ?

Total « Bonne opinion »



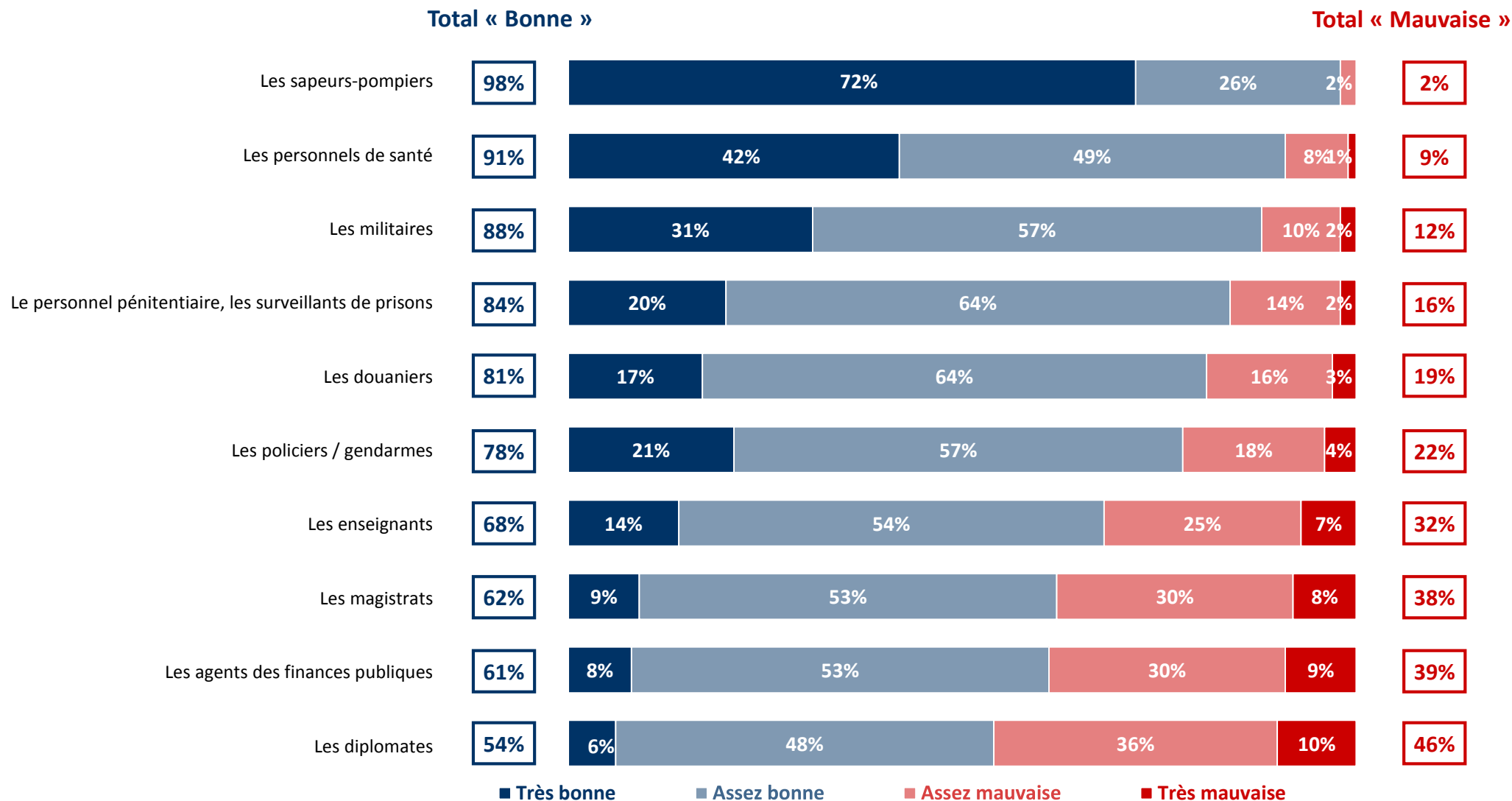
■ Symp. Front de Gauche ■ Symp. Parti Socialiste ■ Symp. UMP ■ Symp. Front National

QUESTION : Plusieurs pistes de réforme sont envisagées concernant la fonction publique en France. Pour chacune des affirmations suivantes, indiquez si vous êtes tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout d'accord.



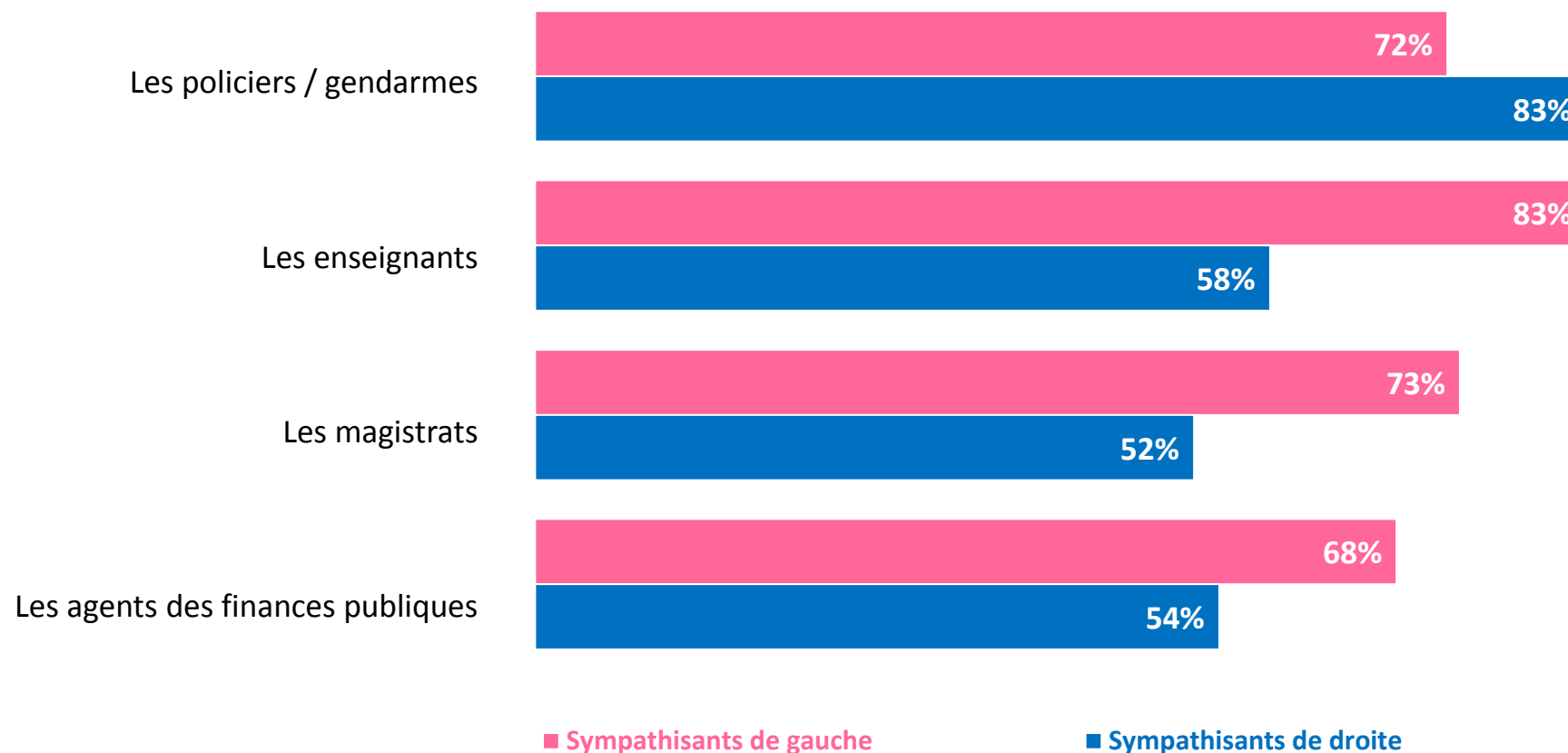
La perception de la qualité du service rendu par différentes catégories de fonctionnaires

QUESTION : Pour chacune des catégories suivantes de fonctionnaires, diriez-vous que la qualité du service rendu est très bonne, assez bonne, assez mauvaise ou très mauvaise ?



QUESTION : Pour chacune des catégories suivantes de fonctionnaires, diriez-vous que la qualité du service rendu est très bonne, assez bonne, assez mauvaise ou très mauvaise ?

Total « Bonne »



3 | Les principaux enseignements



Il était utile, avant de demander leur sentiment aux Français sur les pistes de réforme concernant le statut des fonctionnaires, de s'interroger sur la cote d'amour de chacune des trois fonctions publiques. En effet, les résultats montrent que le résultat varie considérablement selon le niveau auquel on s'intéresse. C'est la fonction publique hospitalière qui recueille le plus d'avis positifs : 86% des personnes interrogées en ont une opinion positive (pour 22% même, elle est « très bonne »), un taux qui descend à 60% quand on évoque la fonction publique territoriale, et à 46% lorsqu'il s'agit de la fonction publique d'Etat. Si les personnels des hôpitaux bénéficient d'une bonne image auprès de toutes les catégories de la population, ceux des collectivités locales suscitent des réactions plus contrastées : ainsi, 71% des proches de la gauche ont une opinion favorable de la fonction publique territoriale, contre 49% des sympathisants de droite seulement. Le clivage opère aussi de façon marquée s'agissant de la fonction publique d'Etat (35% de bonnes opinions à droite, contre 57% à gauche). Sans surprise, les salariés du secteur public donnent des réponses systématiquement plus favorables que leurs homologues du privé, l'écart de perception montant à 37 points au sujet de la fonction publique d'Etat.

Quand bien même celle que l'on rattache à l'Etat figure comme la plus mal aimée des fonctions publiques, différentes professions qui en dépendent jouissent d'une très bonne image auprès des Français. C'est le cas des militaires par exemple, dont 88% des Français estiment qu'ils rendent un service de bonne qualité, ou encore des personnels pénitentiaires (84%), des douaniers (81%) ou autres policiers et gendarmes (78%). Les opinions positives dépassent les seules compétences régaliennes, puisque les enseignants aussi rendent un service de qualité pour une majorité d'interviewés (68%). Les magistrats (62%), les agents des finances publiques (61%) ou encore les diplomates (54%) sont en queue de peloton mais dépassent la barre des 50%. En cohérence toutefois avec les résultats précédents, on notera que les catégories de fonctionnaires les mieux notées n'appartiennent pas à la fonction publique d'Etat : les sapeurs-pompiers remplissent ainsi des missions de qualité pour 98% des personnes interrogées, devant les personnels de santé, eux-aussi très bien notés (91%).

Invités à donner leur avis sur différentes pistes de réforme concernant la fonction publique, les Français interrogés s'accordent très majoritairement sur quelques options qui permettraient de flexibiliser son organisation et ses rapports avec le reste de la société. Ainsi, 89% adhèrent à l'idée d'un développement des passerelles entre la fonction publique et le privé, 82% souhaitant par ailleurs qu'on supprime les corps et qu'on facilite les passerelles entre les fonctions publiques. Dans une logique assez proche, 81% soutiennent une simplification du recours aux contractuels. Autres réformes parmi les plus en phase avec les attentes des Français : organiser de véritables parcours de carrière pour les fonctionnaires (85% d'adhésion) ; et aligner le régime de retraite des fonctionnaires sur celui du privé (82%).

S'ils sont très majoritairement prêts à ces évolutions, les interviewés se montrent dans le même temps fréquemment attachés à certaines caractéristiques fondamentales de la fonction publique : d'abord au maintien d'un statut particulier, justifié parce qu'il est fait de droits et de devoirs (68% d'adhésion), ensuite au concours comme voie privilégiée de recrutement de fonctionnaires (76%).

Les réformes les plus radicales, ou les plus polémiques, sont parmi les moins soutenues par l'opinion, quand bien même on trouve systématiquement une majorité pour exprimer son adhésion. Il en va ainsi de l'idée de réserver le statut de la fonction publique aux missions régaliennes (64% des interviewés sont d'accord avec cette proposition), ou encore de celle consistant à revenir sur la sécurité de l'emploi des fonctionnaires (60%). Dans la même veine, 64% souhaitent qu'on augmente leur temps de travail, et 62% qu'on en réduise le nombre. Seuls 47% estiment qu'il faudrait les rémunérer davantage.

Au final, les Français expriment un attachement fort à la fonction publique, notamment quand ils parviennent à en identifier concrètement l'apport à la collectivité (il en va ainsi des professions de la santé ou de la sécurité, très bien jugées), tout en appelant de leurs vœux des réformes allant dans le sens d'un rapprochement de la fonction publique avec le salariat privé, dans le respect de certains principes essentiels garantissant l'égalité d'accès à la fonction publique et la neutralité dans son action.

Damien Philippot

Directeur des études politiques au Département Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'Ifop